

Françoise Nicolas
91 quai de la Fosse
44100 Nantes
francoise.nicolas@hotmail.fr
tel: 06.48.97.46.93

Madame Claire Hédon
Défenseur des Droits
3 place de Fontenoy
75007 Paris

**Objet: lanceur d'alerte/
demande de réexamen.**

Nantes, le 17 septembre 2020.

LRAR 1A 165 434 1411 2

Madame,

Ce courrier à vous adressé est le troisième depuis votre nomination, et j'espère que son envoi en recommandé permettra sa prise en compte.

Il a pour objet de vous demander de réouvrir mon dossier de lanceur d'alerte (V.Ref: 16-016582/FP).

Déposé en novembre 2016, Monsieur Toubon l'a clôturé en octobre 2018 estimant que je n'avais pas subi de représailles liés à mes signalements en interne de détournements d'argent public en 2009 alors que j'étais fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères en poste à l'ambassade de France au Bénin. J'ai protesté par un courrier du 28 février 2019 auquel je n'ai pas reçu de réponse (en pièce jointe)

Ce 24 avril, j'ai adressé mon témoignage à la mission de la Commission des lois à l'Assemblée nationale en charge du bilan de Monsieur Toubon. J'accuse Monsieur Toubon d'avoir cédé à des pressions extérieures pour me refuser sa protection prévue par la loi Sapin 2 (saisine en pièce jointe). Ce, d'autant que, pour des faits identiques, il y a eu un premier lanceur d'alerte qui, lui, a eu la chance d'être un ami de Jacques Toubon.

Outre les documents que j'ai adressés à la Commission des lois et que je vous joins, je tiens à votre disposition des échanges mails privés avec un ami de Monsieur Toubon, Monsieur Yves Marek, qui jusqu'au bout a tenté de lui faire simplement reconnaître la réalité de ce qui s'est passé. Monsieur Yves Marek a été le collaborateur de Jacques Toubon à plusieurs reprises. Il est aujourd'hui ambassadeur, secrétaire général de la commission nationale pour l'élimination des mines anti-personnel.

En espérant obtenir de votre part un simple examen des faits et l'application de la loi Sapin 2, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération respectueuse,



Françoise Nicolas

PJ:

- mes courriers du 20 juillet et du 3 septembre 2020
- ma saisine de la mission parlementaire sur le bilan de Jacques Toubon.